

## Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

*Date de la contribution : 07/09/2020*

**Question 2 :** Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Favorable

Commentaire :

La question porte uniquement sur le cas d'un zonage avec un rebours. Or, il est nécessaire de définir dès aujourd'hui le dispositif à appliquer dans le cas de participations de tiers sur des zonages ne contenant pas de rebours. En effet, un premier cas a été transmis à l'adresse [zonage@cre.fr](mailto:zonage@cre.fr) et par ailleurs, certains programmes d'investissement réduits correspondaient à des zonages où le I/V nécessitait une participation sans qu'il y ait obligatoirement un ouvrage de rebours.

Par ailleurs, le cas affiché dans la consultation correspond au cas où la validation du rebours est nécessaire dès le début. Or, il sera assez fréquent à l'avenir que la validation du rebours intervienne dans un second temps (et donc le lancement de l'étude de base pour le rebours ne sera pas immédiatement nécessaire) et que des maillages seuls suffisent dans un premier temps.

Dans ce cas, faudrait-il demander la perception d'une partie de la participation de tiers à la signature des contrats de raccordement déclenchant les ouvrages ? Si oui, combien ? Au prorata des CAPEX prévisionnels de renforcement ? A quel moment le montant de la participation de tiers est-il fixé ?

Pour illustrer cette situation, imaginons l'exemple suivant :

- le volume probabilisé ( $V$ ) sur la zone est estimé à 600 Nm<sup>3</sup>/h ;

- le programme d'investissements de renforcement ( $I$ ) sur la zone correspond au montant du rebours (2,5 M€) permettant d'augmenter la capacité d'accueil de 2 000 Nm<sup>3</sup>/h et de 10 km de maillages (1M€) permettant d'augmenter la capacité d'accueil de la zone de 500 Nm<sup>3</sup>/h, soit 3,5 M€ au total ;

- le I/V décret correspondant à la zone est égal à 5 833 €/Nm<sup>3</sup>/h, et est donc supérieur au seuil de 4 700 €/Nm<sup>3</sup>/h fixé par l'arrêté du 28 juin 2019 ;

- le montant excédentaire à faire financer par des porteurs de projet ou des tiers est estimé à ce stade à 680 000 €.

*Pour accueillir les injections des premiers projets, seul le maillage est nécessaire, le rebours n'étant quant à lui nécessaire qu'à la matérialisation du diffus. Faut-il percevoir tout ou partie de la participation de tiers lors de la validation du maillage pour sa réalisation ?*

A ce stade, GRDF considère que les modalités indiquées dans la présente consultation n'explicitent pas suffisamment les problématiques liées à la répartition de ces participations de tiers entre les opérateurs d'infrastructure concernés.

En outre, il serait également nécessaire de définir précisément les modalités juridiques de facturation et de remboursement éventuel des participations de tiers (personnes privées, collectivités locales, ... ?), qui ne sont pas suffisamment explicitées et pourraient faire porter aux opérateurs un risque important en cas de contentieux

ultérieurs avec les tiers financeurs.

Toutefois, le dispositif proposé par la CRE permet d'éclairer un certain nombre de points dans l'application du décret Droit à l'injection. La clarification de ces mécanismes permettra aux opérateurs de pouvoir répondre en toute transparence aux porteurs de projets et collectivités qui les interpellent, dans le cadre des consultations notamment.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF prend note de l'évolution de la posture de la CRE sur la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz, mais attire son attention sur la volumétrie d'ouvrages de renforcement à valider. En effet, contrairement aux rebours, il y aura beaucoup plus de maillages (au moins 50 fois plus), et une fréquence de validation mensuelle la première année, puis trimestrielle les 3-4 années suivantes, semble être nécessaire pour assurer la fluidité du processus.

GRDF souhaite également alerter la CRE sur le fait que ce dispositif de validation s'inscrit sur le chemin critique des porteurs de projets et va amener GRDF à anticiper ses demandes de validation d'ouvrages pour ne pas s'exposer à des contentieux en cas d'allongement des délais de raccordement. En effet, les porteurs de projet étant contraints vis-à-vis de l'équilibre économique de leur projet, et par la période de validité de leur tarif d'achat, les retards de réalisation des opérateurs de réseau pourraient les impacter significativement. Compte tenu de ces éléments, le volume prévisionnel de dossiers soumis à validation sera susceptible de dépasser le plafond annuel théorique d'investissements de renforcements de 0,4%, alors même que certains projets pourraient ne pas aboutir.

L'évolution du dispositif de validation envisagée par la CRE ne fait que mettre en évidence le besoin de relèvement, voire de suppression, de ce plafond annuel d'investissements pour les ouvrages de distribution.